

REUNION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 1 AVRIL 2021

Délibération n° 2021-020- DC

<p>Date d'affichage : Le 8 avril 2021</p> <p>Effectif statutaire : 81 Membres en exercice : 81 Quorum : 41 Présents : 63 Excusé(s) : 8 Dont représenté(s) : 6 Absent(s) : 10</p> <p>Nombre de votants : 69 -----</p> <p>Secrétaires de séance : Jacqueline TARDIVEL - Grégory PIERRE</p>	<p>Le premier avril deux mille vingt et un à 17 heures 15, les conseillers de la Communauté d'Agglomération se sont réunis en Visioconférence, sur convocation faite par Monsieur Jackie GOULET, Président, le vingt quatre mars deux mille vingt et un.</p> <p>Présents : (63) Jackie GOULET, Sylvie PRISSET, Michel PATTEE, Isabelle DEVAUX, Frédéric MORTIER, Jérôme HARRAULT, Rodolphe MIRANDE, Grégory PIERRE, Marc BONNIN, Anatole MICHEAUD, Sophie METAYER, Christian RUAULT, Guy BERTIN, Sandrine LION, Eric MOUSSERION, Eric TOURON, Sophie TUBIANA, Thomas GUILMET, Astrid LELIEVRE, Didier ROUSSEAU, Arnel FROGER, Yves BOUCHER, Armelle PONCET, Gilles ROUSSILLAT, Isabelle GRANDHOMME, Gérard POLICE, Jean-Pierre ANTOINE, Thierry MORISSET, Guillaume MARTIN, Pierre-Yves DOUET, Jacky MARCHAND, Alain BOURDIN, Eric LEFIEVRE, Isabelle ISABELLON, Laurent NIVELLE, Alain BOISSONNOT, Christian GALLÉ, Didier GUILLAUME, Pierre-Yves DELAMARE, Fabrice BARDY, Jacqueline TARDIVEL, Sylvie BEILLARD, Gilles BARDIN, Jean-François MIGLIERINA, Béatrice BERTRAND, Loïc BIDAULT, Arlette BOURDIER, Laurence CAILLAUD, Bertrand CHANDOUINEAU, Bruno CHEPTOU, Michel DELPHIN, Stéphanie ELIE, Colette GAGNEUX, Béatrice GUILLON, Bernard HENRY, Sylvain LEFEBVRE, Teddy LOCHARD, Claudie MARCHAND, Marc-Antoine NERON, Noël NERON, Nicole PEHU, Bruno PROD'HOMME, Patricia VILLARME.</p> <p>Dont suppléé(s) remplacé(s) :</p> <p>Excusés : (8) Pierre de BOUTRAY, Christophe CARDET, Gaëlle FAURE, Didier HUCHEDÉ, Benoît LAMY, Géraldine LE COZ, Nathalie LIEBAULT, Nathalie MORON</p> <p>Dont excusés ayant donné pouvoir : (6) Christophe CARDET à Jackie GOULET, Gaëlle FAURE à Astrid LELIEVRE, Didier HUCHEDÉ à Isabelle DEVAUX, Géraldine LE COZ à Bruno PROD'HOMME, Nathalie LIEBAULT à Noël NERON, Nathalie MORON à Michel PATTEE.</p> <p>Absents : (10) Jean-Philippe RETIF, Yann PILVEN Le SEVELLEC, Jeannick CANTIN, Benoît LEDOUX, Gilles TALLUAU, Emmanuel BRAULT, Marie-Luce DURAND, Dominique GACHET, Nathalie SECOUÉ, Sylvie TAUGOURDEAU</p>
--	---

SECTEUR CHAMP BLANCHARD - DISTRE- PARCELLES ZL 163, ZL 171, ZL 183, ZL 185, ZL 187, ZL 189, ZM 518 ET ZM 520 : APPROBATION DES DOSSIERS D'ENQUÊTE PUBLIQUE ET D'ENQUÊTE PARCELLAIRE PRÉALABLES À LA DÉCLARATION D'UTILITÉ PUBLIQUE POUR LA RÉALISATION DE TRAVAUX

Vu les articles L.5211-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, selon lesquels les dispositions relatives d'une part, au fonctionnement du Conseil Municipal, d'autre part, au Maire et aux adjoints, sont applicables au fonctionnement de l'organe délibérant, ainsi qu'au Président et aux membres de l'organe délibérant des établissements publics de coopération intercommunale ;

Vu l'arrêté préfectoral n° DRCL/BSFL/2016-179 en date du 16 décembre 2016 portant fusion de la Communauté d'Agglomération du Saumurois, de la Communauté de communes Loire-Longué et de la Communauté de communes du Gennois avec extension aux communes de Doué-en-Anjou, les Ulmes, Denezé-sous-Doué, Louresse-Rochemenier ;

Vu l'arrêté préfectoral n° SPSaumur/Interco/2020/01 du 10 janvier 2020 portant mise à jour des Statuts de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire ;

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code de l'urbanisme,

Vu le Code de l'expropriation, et notamment ses articles R.112-4, R.112-7 et R.131-3,

Vu le Schéma de Cohérence territoriale du Grand Saumurois approuvé le 23 mars 2017 par délibération n°2017/082/DC du Conseil communautaire de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire et modifié par délibération n°2017/320 DC du 14 décembre 2017,

Vu les dispositions du Plan Local d'Urbanisme intercommunal Secteur Saumur Loire Développement approuvé par délibération n°2020/019 DC du Conseil communautaire du 5 mars 2020,

Vu la demande de permis d'aménager présentée le 21 janvier 2021,

Vu l'arrêté d'autorisation de permis d'aménager en date du 12 février 2021 approuvant le permis d'aménager « extension de la ZA Champ Blanchard » concernant notamment les parcelles ZI 187 et ZI 189 pris par le Maire de Distré,

Acte de récépissé
049-200071876-20210407-2021-020-DC-A-DE
Date de télétransmission : 07/04/2021
Date de réception préfecture : 07/04/2021

Vu la délibération n°2019/027 du 28 mars 2019 approuvant les dossiers d'enquête publique et parcellaire au titre de la demande de déclaration d'utilité publique pour la constitution d'une réserve foncière sur la commune de Distré, secteur du Champ-Blanchard,

Vu le courrier du 6 août 2019 de la préfecture de Maine-et-Loire invitant la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire à préciser sa demande effectuée sur le fondement de l'article R.112-5 du Code de l'expropriation compte tenu de la consistance de l'opération d'aménagement envisagée,

Vu la réunion du 2 juillet 2020 avec les services de la préfecture invitant la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire à déposer une nouvelle demande sur le fondement de l'article R.112-4 du Code de l'expropriation compte tenu de la consistance de l'opération d'aménagement envisagée,

Vu l'avis des domaines reçu le 12 mars 2021,

En séance du 28 mars 2019, le Conseil communautaire de la Communauté d'Agglomération a approuvé les dossiers d'enquête publique et d'enquête parcellaire pour la constitution d'une réserve foncière sur le territoire de Distré, secteur « Champ Blanchard »,

Compte tenu de l'avancée du projet et des remarques effectuées par les services compétents de la préfecture par courrier du 6 août 2019 et au cours de la réunion du 2 juillet 2020, il convient d'effectuer une nouvelle demande de déclaration d'utilité publique « *en vue de la réalisation de travaux ou d'ouvrages* » fondée sur l'article R.112-4 du code de l'expropriation,

Il convient donc que le Conseil communautaire délibère à nouveau sur ce projet,

Dans le cadre de sa politique en matière de développement économique, la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire a décidé de poursuivre l'urbanisation du secteur « Champ-Blanchard » sur la commune de Distré en procédant à l'aménagement d'un territoire situé dans le prolongement sud de la zone d'activités actuelle, sur une emprise d'environ 9,8 hectares.

Ce secteur a été ouvert à l'urbanisation par la réalisation de la zone d'activités existante dite du « Champ Blanchard » en bordure de la RD n°960 et, ultérieurement, par l'extension sud de cette zone.

Elle s'étend aujourd'hui sur environ 48 hectares et est entièrement commercialisée.

Le lotissement artisanal est complet depuis septembre 2019 et plus aucun bâtiment n'est disponible.

Or, la demande d'implantation des entreprises - que ces dernières aient une activité artisanale ou commerciale - est forte, compte tenu notamment de l'accès routier stratégique en direction du sud du département permettant un dynamisme économique sur cette zone.

L'idée directrice de la Communauté d'Agglomération consiste à confirmer et étendre la zone d'activités existante par la réalisation d'une opération d'urbanisation d'ensemble afin de garantir la capacité et la diversité commerciale de ce secteur, la zone d'activités du Champ Blanchard étant considérée comme un pôle économique majeur du Saumurois.

La Communauté d'Agglomération a, pour réaliser ce projet, déposé devant la mairie de Distré un permis d'aménager concernant une partie des parcelles concernées par ce projet, dont elle est propriétaire. Ce permis a été accordé le 12 février 2021.

Pour autant, cette dernière n'étant pas propriétaire de l'ensemble des parcelles du territoire qu'elle souhaite aménager, et afin de se donner les moyens nécessaires à la réalisation du projet d'aménagement, elle a décidé d'initier la procédure de demande de déclaration d'utilité publique (DUP). Cette procédure permet, en dernier recours, l'expropriation des propriétaires des parcelles visées, pour la réalisation de cette opération d'extension de la zone d'activités du Champ-Blanchard sur le territoire de la commune de Distré.

C'est la raison pour laquelle la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire souhaite solliciter Monsieur le Préfet de Maine et Loire de bien vouloir déclarer d'utilité publique ledit projet. Cette DUP permettra notamment d'acquérir les terrains nécessaires, non encore en la possession de la collectivité, si besoin est, par la voie d'expropriation.

Conformément aux articles R.112-4, R112-7 et R.131-3 du code de l'expropriation, ce dossier d'enquête publique et d'enquête parcellaire comprend les pièces suivantes :

Accusé de réception en préfecture
049-200071876-20210407-2021-020-DC-A-DE
Date de télétransmission : 07/04/2021
Date de réception préfecture : 07/04/2021

- 1 – la notice explicative ;
- 2 – le plan de situation ;
- 3 – le plan général des travaux ;
- 4 – les caractéristiques principales des ouvrages les plus importants ;
- 5 – l'appréciation sommaires des dépenses et l'avis des domaine du 12 mars 2021 ;
- 6 – un plan parcellaire régulier des terrains et bâtiments ;
- 7 – la liste des propriétaires;
- 8 – le permis d'aménager déposé et accordé le 12 février 2021.

Parcelles et superficies :

Le périmètre de l'opération pour lequel est sollicité l'obtention d'une DUP est constitué de six unités foncières et représente une superficie de 97 046 m². Il se situe au sud de la zone d'activités du Champ Blanchard sur le territoire de la commune de Distré.

Le périmètre est délimité comme suit :

- au Nord et à l'Est par l'actuelle zone d'activités (fonds de parcelles),
- au Sud par des terres de culture,
- à l'Ouest par la Route Départementale n°960 (Route de Cholet à Saumur).

La zone, sur sa frange Est, est traversée du Nord au Sud par le chemin dit « *des plantes du Moulin de Distré au village de Pocé* » (rue des Plantes).

L'assise du projet, sis en zone 1AUyc, est constitué pour l'essentiel de parcelles en nature de prairie et de terre de culture. On ne recense aucune habitation, ni aucun siège d'exploitation à l'intérieur ou à proximité immédiate du périmètre.

Ce périmètre compte au total 9 parcelles, dont la propriété est répartie entre 4 propriétaires : la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire (4 parcelles), et 3 propriétaires privés (**cf. Annexe – plan parcellaire**).

Les emprises appartenant à des personnes privées restant à acquérir dans le cadre de ce projet concernent :

- une partie de la parcelle ZL171 pour 5675m²,
- l'unité foncière constituée des parcelles ZL183 et ZL185 pour 14 552m² et
- l'unité foncière constituée des parcelles ZM518 et ZM520 pour 14 936m²

L'intégralité des emprises à acquérir représente une superficie totale d'environ 35 163m².

Enjeux de la réalisation de travaux :

Le projet d'aménagement a pour objet de conforter l'espace commercial du Champ Blanchard, en permettant de créer des disponibilités foncières à destination des entreprises afin d'y accueillir à terme des activités industrielles, artisanales, logistiques et commerciales. Il s'agit de construire un aménagement commercial respectueux des équilibres territoriaux et de son aire de chalandise.

Le permis d'aménager accordé le 12 février 2021 ne concerne, parmi les parcelles susmentionnées, les seules parcelles ZL187 et ZL189 appartenant déjà à la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire. Ce projet d'extension a pour objectif d'offrir deux ou trois terrains viabilisés supplémentaires, libres de constructeurs et destinés à l'activité industrielle.

Les travaux envisagés prévus dans le permis d'aménager concernent la réalisation de la voirie et des autres infrastructures de réseaux, telles que le réseau d'eaux usées, d'eau potable ou d'éclairage (**cf. Annexe Caractéristiques des ouvrages et annexe plan des travaux**).

Utilité publique de l'acquisition des parcelles :

Aujourd'hui, la zone d'activités Champ Blanchard est entièrement commercialisée. Plus aucun bâtiment n'est disponible depuis septembre 2019. Par conséquent, le développement économique y est saturé.

Or la demande d'emplacements sur le secteur, notamment de grandes superficie (5 000m², 10 000m², 20 000m²) est forte pour les entreprises à vocation artisanale ou commerciale.

Accusé de réception en préfecture
049-200071876-20210407-2021-020-DC-A-DE
Date de réception en préfecture : 07/04/2021

Pour autant, la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire souhaite, dans le cadre de ses compétences et compte tenu de la demande forte des entreprises, assurer la continuité du développement économique du territoire, et notamment procéder au développement de cette zone d'activités attractive qui contribue largement au dynamisme économique du territoire saumurois.

L'extension d'une des zones d'activités du secteur sud paraît donc être la seule solution permettant de répondre à la demande des entreprises. En procédant à l'extension d'une zone d'activités existante, la consommation d'espace est limitée. L'emprise concernée se situe dans un secteur stratégique convoité, en continuité de la zone d'activités de Champ Blanchard.

Comparée aux autres zones existantes, la zone d'activités de Champ Blanchard apparaît comme la zone la plus adaptée à une extension et à l'accueil de nouvelles entreprises.

En effet, les zones d'activités plus anciennes et peu organisées comme celles du Croulay et de la Naie ne feront pas l'objet de nouvelles capacités d'extension.

L'optique de privilégier la zone d'activités du Champ-Blanchard s'appuie également sur des raisons d'intégration paysagère, les anciennes zones évoquées ci-dessus étant à proximité des zones viticoles et du château de Pocé.

Aussi, à l'exception de l'emprise située dans le prolongement de la zone d'activités Champ Blanchard, la plupart des parcelles environnantes se trouvent en zone agricole ou naturelle, de sorte que le foncier disponible et constructible y est rare. D'ailleurs, la servitude d'utilité publique "zone agricole protégée" sur la commune de Distré instituée par l'arrêté préfectoral DIDD/2010 n°519 en date du 27 octobre 2010, tel que modifié et mentionné dans les annexes du PLUi rend difficile sinon impossible la modification de la vocation agricole de ces zones.

L'extension de la zone d'activités Champ Blanchard est donc la seule et la dernière envisageable dans le secteur compte tenu de cette servitude d'utilité publique.

La raréfaction des terrains disponibles et constructibles, renforce également l'intérêt pour la collectivité de procéder à l'acquisition des biens immobiliers dans un objectif d'intérêt général. La maîtrise foncière du secteur permettra ainsi de lutter contre l'urbanisation diffuse en organisant le développement économique au plus près de la zone d'activités existante. Ainsi en maîtrisant l'espace il pourra être optimisé, densifié et intégré dans son environnement immédiat.

Le projet d'extension sis en zone 1UAyc est donc l'une des seules opportunités de développement économique de la zone d'activités actuelle, d'autant plus que la Communauté d'Agglomération est déjà propriétaire pour partie des parcelles qui compose ce projet.

Dans ces conditions, le projet d'extension de la zone d'activités tel que prévu semble être le plus proportionné à l'objectif de développement économique sur le territoire de Distré, puisqu'il (1) permet de **répondre à la demande forte des entreprises** à vocation artisanale ou commerciale, (2) **s'insère dans une zone à urbaniser** (1UAyc) autour de laquelle le reste du territoire est préservé et protégé, (3) permet **une densification de l'activité économique**, et (4) **permet de limiter le nombre de parcelles à exproprier** – la Communauté d'Agglomération étant propriétaires de 4 parcelles sur les 9 constitutives du projet.

Il convient donc de mettre en œuvre ce projet d'extension répondant aux objectifs principaux suivants:

- Confirmer et renforcer le pôle d'activités de ce site en assurant le lien avec la zone d'activité actuelle déjà entièrement commercialisée,
- Conditionner la densité d'activités à l'accessibilité depuis la RD n°960,
- Qualifier par les paysages et investir le traitement paysager de l'entrée de ville Saumur/Distré et de la proximité de la zone habitée dite de « Pocé ».

Un projet en cohérence avec les documents d'urbanisme :

Aujourd'hui, la zone d'extension prévue répond aux orientations d'aménagement fixées par:

- le Schéma de Cohérence Territorial du Grand Saumurois (ScoT) approuvé le 23 mars 2017 telle que modifié après délibération du 17 décembre 2017,

- ainsi que le PLUi de la Communauté d'Agglomération adopté le 5 mars 2020

Le PADD souhaite renforcer et développer une économie diversifiée en s'appuyant notamment sur un développement d'un réseau de parcs "multi activités" et "vitrines" (p.9/37). Parmi les leviers d'aménagement pour la mise en oeuvre de ces objectifs de croissance et de développement économique diversifiée, le PADD préconise "l'affirmation des vocations des parcs d'activités pour améliorer leur lisibilité - en lien avec le parcours résidentiel des entreprises (tailles, besoins spécifiques...)- en lien, également, avec leurs besoins en terme de flux routiers et numériques [...]" " [de] Poursuivre les efforts de qualifications des parcs pour renforcer l'attractivité [...] tout en "Confort[ant] à long terme la place de l'agriculture en réduisant significativement la consommation de foncier agricole à des fins d'urbanisation, le cas échéant par la création de Zones Agricoles Protégées (ZAP)." (p.32/37).

Au regard des indications du PADD, l'extension de la zone Champ Blanchard telle qu'envisagée permet un compromis nécessaire entre le développement d'une zone stratégique intercommunale et la préservation des espaces non urbanisés à vocation agricole.

En effet, l'extension renforce la zone d'activité existante "multi-activités", elle permet également de répondre aux besoins spécifiques des entreprises (emprise de grandes superficies) et à leurs besoins en terme de flux routiers, l'extension étant à proximité de la RD960. Cette extension étant située en zone 1AUyc, elle n'empiète pas sur les espaces non urbanisés et respectent la zone agricole protégée instituée sur le territoire de Distré.

Le document d'orientation et de programmation précise que la zone Champ-Blanchard a une vocation mixte tertiaire, artisanale et commerciale (p77/87) et prévoit l'extension à vocation "mixte fortement commercial" pour plus de 10 hectares (p.59). Le DOO expose également que « les documents d'urbanisme prévoient les conditions d'ouverture à l'urbanisation des parcs d'activités dont le principe de localisation et les vocations prioritaires sont déterminés dans le schéma »

Cette extension correspond donc à l'« l'objectif de renforcement de l'offre mixte sur le pôle de Saumur permettant à la fois l'amélioration continue de la qualité de l'offre commerciale et l'accompagnement des parcours résidentiels des entreprises. ».

La zone d'extension prévue répond également aux orientations d'aménagement fixées par le PLUi. En effet, le PLUi mentionne que "Le site se situe en continuité directe de la zone d'activité existante. Cette zone est par ailleurs fléchée au ScoT pour l'extension de cette dernière. Ce site est encadré physiquement par la route D960 permettant l'accès vers Doué-la-Fontaine à l'ouest, par la route D347 permettant l'accès vers Montreuil-Bellay à l'est, et par la Zone Agricole Protégée (ZAP) au sud. Il s'agit donc aujourd'hui de la dernière phase d'urbanisation de la zone, qui est aujourd'hui complète".

Enfin, le périmètre concerné par la demande de déclaration d'utilité publique est classé en zone 1AUyc. Ce secteur correspond à une zone à urbaniser à vocation d'activités et cette zone est réservée principalement aux différentes occupations et implantations de constructions nécessaires au développement du parc d'activités du Champ Blanchard.

Le projet d'aménagement de la zone et de réalisation de travaux est donc cohérent avec les documents et les orientations urbanistiques applicables.

L'insertion environnementale et paysagère du projet :

Le projet d'extension de la zone Champ-Blanchard est un compromis entre le légitime développement d'une zone stratégique intercommunale et la préservation des terres agricoles et paysages naturelles qui caractérise la commune de Distré.

L'opération d'extension se fera à l'appui d'une opération d'aménagement d'ensemble permettant une approche complète des enjeux environnementaux du site. Les choix d'aménagement opérés permettent la qualification de l'entrée d'agglomération dans une approche paysagère et fonctionnelle.

A ce titre la 1ère tranche a déjà bénéficié d'un traitement paysager, ainsi une bande de plantations a été aménagée le long de la RD n°960 et 147. Elle n'en demeure pas moins d'un impact fort dans le paysage du fait :

- de son implantation en bordure de RD,
- de sa surface importante,
- de ses conséquences en termes de flux et d'attractivité, liés à la présence de nombreuses enseignes commerciales,
- des volumes construits imposants.

Le permis d'aménager relatif à la phase 1 participe à la mise en œuvre de ces choix d'aménagement.

Pour les motifs précédemment rappelés, il est proposé au Conseil communautaire de solliciter Monsieur le Préfet de Maine et Loire de bien vouloir déclarer d'utilité publique au profit de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire en sa qualité d'aménageur de la zone, en application des dispositions de l'article R.112-5 du Code de l'expropriation, le présent projet.

Assemblé délibérant
049-200071876-20210407-2021-020-DC-A-DE
Date de télétransmission : 07/04/2021
Date de réception préfecture : 07/04/2021

Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré, décide :

- **D'ABROGER** la délibération n°2019/027 du 28 mars 2019 approuvant les dossiers d'enquête publique et parcellaire au titre de la demande de déclaration d'utilité publique pour la constitution d'une réserve foncière sur la commune de Distré, secteur du Champ-Blanchard,
- **DE VALIDER** le projet d'aménagement tel qu'annexé à la présente délibération, sur le secteur « Champ Blanchard », dans le prolongement de la zone d'activité existante sur la commune de Distré,
- **DE VALIDER** l'acquisition des parcelles par voie amiable ou par voie d'expropriation,
- **D'AUTORISER** Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération, en cas d'échec des négociations amiables en vue de acquisition des parcelles cadastrées ZL171, ZL183, ZL185 ZM518 et ZM520 à recourir à la procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique aux fins de réalisation de travaux,
- **D'APPROUVER** le dossier d'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique pour la réalisation de travaux sur les parcelles mentionnées dans le plan périmétral annexé à la présente délibération, en application des dispositions de l'article R.112-4 du code de l'expropriation,
- **D'APPROUVER** le dossier d'enquête parcellaire constitué conformément aux dispositions de l'article R.131-3 du code de l'expropriation,
- **DE SOLLICITER** de Monsieur le Préfet de Maine et Loire l'ouverture conjointe des enquêtes d'utilité publique et parcellaire,
- **D'AUTORISER**, le Président de la Communauté d'Agglomération ou son représentant à prendre et à signer tout document inhérent à ces procédures.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

Résultat des votes : Pour = 69 ; Contre = 0 ; Abstention = 0

Date de transmission en sous-préfecture : 07 AVR. 2021

Date de réception en sous-préfecture : 07 AVR. 2021

Insertion au RAA du 1er trimestre 2021

Pour Extraît Conforme,
Le Président de la Communauté d'Agglomération
Saumur Val de Loire
Maire de la Ville de Saumur

Jackie GOULET

Matière de l'acte	2. Urbanisme	2.2 Actes relatifs au droit d'occupation ou d'utilisation des sols 2.2.4 Déclarations préalables
-------------------	--------------	--

En vertu de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative « la juridiction ne peut être saisie que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée. Lorsque la requête tend au paiement d'une somme d'argent, elle n'est recevable qu'après l'intervention de la décision prise par l'administration sur une demande préalablement formée devant elle. »